

FRANCE-ANTITERRORISME : la première bonne nouvelle depuis longtemps

"La politique, c'est les hommes" dit un vieux dicton ; de même bien sûr, pour l'antiterrorisme. Or dans ce registre et de longue date, n'avait-on pas de quoi se réjouir : de chouchous-Hollande conservés bien après leur limite de péremption, en aveugles inaptes à saisir que les grands seigneurs salafistes à la ben Laden laissaient place à des racailles quasi-débiles et d'autant plus assoiffées de sang ; nous subissions une pénible cohorte.

Or on apprend qu'à l'Elysée, la coordination du renseignement et la nouvelle *task-force* antiterroriste sont ensemble confiées à un préfet fort respecté qui naguère, fut un patron du renseignement intérieur rigoureux et adroit. Clairement, une bonne nouvelle - et un bon point (dans notre domaine de compétence) pour la nouvelle présidence. Une nomination d'autant plus importante qu'en matière de terrorisme, la situation n'est pas bonne. Reprenons-en les fondamentaux.

- **De 1968 à environ 2008**, l'Europe a subi maintes formes de terrorisme : nationaliste (IRA, ETA, etc.), communiste-combattant (Action directe, Brigades rouges, etc.), Moyen-oriental (Abou Nidal, etc.), Islamiste (al-Qaïda sous Oussama ben Laden). Or désormais, tous ces terrorismes ont disparu d'Europe. Dernier groupe indigène à avoir quitté la lutte armée en Europe : ETA (octobre 2011).
- **Reste un terrorisme post-djihadi**, toujours plus rustique et sanguinaire, dans lequel des individus tuent par rage psychopatique autant que par fanatisme religieux. Grande-Bretagne, Allemagne, Danemark, France ; pas de mois désormais sans qu'un individu, ou un groupe d'enragés, lancés dans ce que la psychiatrie nomme "délire à plusieurs", ne frappe des symboles de ce qu'ils détestent : concerts de musique, policiers, militaires, etc.

Mettre ces enragés hors de combat est la première tâche du nouvel appareil antiterroriste de la France. Pas simple, car - nous le disons de longue date - l'ennemi qui nous frappe n'arrive plus de lointains déserts irako-syriens, mais réside chez nous, en France, dans nos quartiers et nos prisons. Faute au précédent gouvernement : MM. Hollande et Cazeneuve étant ici en tout point responsables. Au cœur de la dangereuse nébuleuse en effet, au premier rang de ces "radicalisés" pouvant très vite muter en "bombes humaines", des prisonniers et des "frustrés du jihad". Voyons en détail comment et pourquoi.

PRISONS ET PRISONNIERS - A présent, les prisons françaises comptent (en chiffres ronds) 500 condamnés pour terrorisme islamiste ; plus environ 1 000 condamnés de droit commun (banditisme, etc.), radicalisés. On faute de dispositifs adaptés à leur dangerosité, ces terroristes avérés ou potentiels, aux peines souvent courtes, sortiront bientôt de nos prisons - les plus anciennement condamnés en sortent déjà.

FRUSTRÉS DU JIHAD - Funeste idée de Hollande-Cazeneuve - ce n'est pas l'auteur qui la juge ainsi, mais TOUS les acteurs de l'antiterrorisme, du renseignement à la justice en passant par les policiers concernés : l'interdiction (loi de septembre 2014) de sortie du territoire national, des fanatiques voulant gagner la zone Irako-syrienne, ou autre front du jihad. Combien de ces djihadis ont-ils été frappés par cette mesure et sont depuis piégés dans cette France qu'ils haïssent ? Plusieurs centaines, mais nul ne semble savoir précisément combien, car ces interdictions sont à durée limitée, au cas par cas. En prime, la justice a multiplié les arrestations préventives dans ce qu'elle tenait pour des "filières djihadistes". Donc, incarcéré des individus qui voulaient gagner l'espace irako-syrien ; rêvaient d'aller se faire pendre ailleurs.

Circonstance aggravante : l'inepte interdiction de sortir advient peu avant que l'Etat islamique ne change de politique de recrutement. Depuis 2013, sa propagande visait à attirer les radicalisés vers le "Califat" - or soudain, ses médias exhortent les futurs djihadis à rester en Europe pour frapper les "kuffars" (infidèles). Malgré lui, sans doute, le gouvernement français a-t-il ainsi aidé l'Etat islamique dans son entreprise terroriste visant l'Europe. ET laissé se constituer une sorte de cocotte-minute bouillonnante où s'agitent, de prisons en cités hors-contrôle, voyous et fanatiques, cas pathologiques et demi-simplets, radicalisés platoniques et bombes humaines prêtes à exploser.

C'est ce dangereux chaos que la nouvelle équipe antiterroriste va devoir baliser, analyser, désamorcer, reprendre en main - avant de nouveaux drames. ■